

civile de 1958 ayant opposé les sectes, — chrétienne contre musulmane —, elle ne pouvait concilier le mouvement sous-jacent de mécontentement et les demandes en vue d'une répartition plus équilibrée et équitable des richesses nationales. Les disparités économiques entre les deux principaux secteurs étaient immenses. Ainsi l'agriculture, qui occupait environ 50 pour cent de la population active, ne contribuait au revenu national que pour 1 pour cent environ, tandis que le secteur des services, qui n'employait que 14 pour cent de la population active, y participait pour 67 pour cent environ. En plus des inégalités de revenus, les disparités de développement s'accroissaient entre le Mont-Liban, région à prédominance maronite, et le Sud, région agricole habitée en majorité par des Musulmans chiïtes pauvres.

Le statu quo

La guerre civile de 1958 n'avait donc rien changé. Le système restait le même: les torts ne pouvaient être réparés qu'en faisant appel aux bons offices de dirigeants féodaux qui appartenaient à une secte et tenaient les rênes du pouvoir politique et économique. La prospérité des communautés et des régions, tout comme celle des personnes, dépendait du poids de leurs dirigeants respectifs dans la balance du pouvoir. En temps de stabilité relative, les liens de coopération entre les dirigeants des différentes sectes contribuèrent à perpétuer le système des inégalités reconnu par le Pacte. En temps de crises, le premier clivage a pu sembler purement confessionnel, mais ces mêmes dirigeants s'efforcèrent tout autant de conserver leur position privilégiée au sein de leur communauté par crainte des conséquences d'un véritable déferlement des forces populaires soumises à leur autorité.

En 1958, toutefois, se produisit au Liban un important changement qui ne passa pas inaperçu. Alors que le recensement de 1932 était censé avoir reflété l'équilibre entre les sectes, on soupçonnait ces positions d'être dangereusement différentes une génération plus tard. Non seulement les Musulmans étaient soupçonnés de réunir une majorité absolue de la population, mais la principale minorité n'était sans doute plus maronite, mais chiïte. Les taux de natalité supérieurs chez les Musulmans et une plus grande propension chez les Chrétiens à émigrer aux Amériques expliquaient cette nouvelle situation. Dire qu'on «soupçonnait» que l'équilibre démographique s'était modifié revient à dire que personne, encore moins les dirigeants maronites et sunnites, n'entendait connaître les vraies proportions par un nouveau

recensement. Politiquement, la question était trop explosive et, à l'instar de nombreux autres problèmes pressants, on jugeait préférable de la laisser de côté. Néanmoins, tous étaient conscients que l'enjeu était de taille.

1967 — un tournant

La guerre de juin 1967 marqua un tournant dans la récente histoire de l'affrontement entre les États arabes et Israël. Comme dans les conflits précédents, le Liban demeura à l'écart. Après la Jordanie, le Liban comprenait le plus grand nombre de Palestiniens déplacés depuis 1948 et vivant soit dans des camps de réfugiés, soit ailleurs, où ils menaient une vie prospère en tant que membres intégrés à la vie économique nationale. A la suite de la défaite humiliante, par Israël, des armées arabes régulières, il était naturel que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sous nouvelle direction, tentât de combler le vide. Après 1967, les fréquentes attaques de commandos contre Israël conquièrent la faveur des masses arabes. La riposte d'Israël entraîna une spirale de la violence dans le secteur. En effectuant des raids sur le Liban et la Jordanie, Israël entendait semer la discorde entre les Palestiniens et les gouvernements d'accueil, isolant et affaiblissant ainsi les bases d'appui des commandos. La politique porta fruit lorsque le roi Hussein de Jordanie liquida le mouvement de commandos lors de la sanglante guerre civile de septembre 1970.

Par la suite, Israël s'intéressa au Liban. Les camps d'entraînement palestiniens (qualifiés par la presse de *Fatahland*), situés dans le sud du pays, essuyèrent les attaques aériennes soutenues d'Israël; même les simples villageois vécurent sous la menace d'invasion et de destruction par des patrouilles blindées. Pour faciliter ces manœuvres, Israël construisit des routes militaires et des postes d'observation armés en territoire libanais. Des missions spéciales furent menées au cœur du pays, sa capitale Beyrouth. Après la guerre d'octobre 1973, les groupes de la résistance palestinienne intensifièrent leurs attaques contre Israël, depuis le Liban, la rive gauche du Jourdain et Jérusalem. Israël usa de représailles, mais ne put en arriver à «une solution jordanienne» malgré les combats entre les Palestiniens et l'armée libanaise.

Étant donné la structure politique confessionnelle du Liban ainsi que la faiblesse et le manque d'unité de son gouvernement, une solution jordanienne n'était pas, en fait, viable. Le Sud, à prédominance chiïte, subissait de terribles attaques israéliennes, et les villageois, quittant leurs foyers, marchèrent sur Beyrouth